Sidi Salem et *el harga*

Émigration irrégulière dans un quartier populaire algérien

Salim Chena

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/919>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.919

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2012

Pagination : 52-61

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Salim Chena, « Sidi Salem et *el harga* », *Hommes & migrations* [En ligne], 1300 | 2012, mis en ligne le 01 novembre 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/919> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.919

Sidi Salem et *el harga*

Émigration irrégulière dans un quartier populaire algérien

Par Salim Chena,
docteur en science politique de l'EHESS

Les jeunes garçons de Bab El Oued passent beaucoup de temps à "naviguer" dans les rues. Ici, on appelle ce phénomène "le hittisme". Cette expression populaire évoque le fait de rester, entre amis du même âge, plusieurs heures contre un mur. Bab El Oued, avril 2011 © Camille Millerand.

Pour les classes populaires algériennes, l'émigration irrégulière constitue une réponse à une situation de blocage social et spatial. L'exemple du quartier de Sidi Salem à Annaba montre comment s'imposent les raisons du départ dans un espace situé en marge de la ville et n'offrant que peu de perspectives à ses habitants. Au manque de débouchés économiques s'ajoute le manque de reconnaissance de la part des pouvoirs publics algériens. Dès lors, brûler ses papiers devient l'unique solution pour sortir d'un territoire sans issue.

L'émigration irrégulière des Algériens n'est pas un phénomène nouveau. M^e Fatma Zohra Benbraham rappelait, par exemple, lors d'une intervention publique en 2008, que plusieurs dizaines de personnes avaient embarqué clandestinement sur un bateau à vapeur français en 1926. Ce phénomène n'est pas non plus l'hémorragie de jeunes hommes prêts à assaillir les côtes européennes qui transpire de certains discours : sa part est minime comparée aux diverses mobilités légales, circulaires ou non. De plus, il touche différentes catégories sociales, d'âges et de sexes, de sorte qu'un profil unique du *harrag* est difficilement représentatif de l'ensemble. Cependant, cette forme d'émigration révèle un certain état de la société algérienne, ce qui doit amener à poser la question des conditions de production de ce fait social. En traitant de la cité côtière de Sidi Salem, près d'Annaba, c'est bien la situation des quartiers populaires algériens qui rend visible l'environnement physique et symbolique dans lequel prend racine la décision de brûler les frontières en prenant la mer.

El harg, comme le nomment les Maghrébins⁽¹⁾, représente cette poursuite d'un avenir jugé sans issue. Il s'agit d'un moyen de contourner les restrictions à la circulation des personnes, la précarité de l'emploi, la marginalisation des circuits clientélistes, bref l'ensemble de ce qui fait la "male vie" des populations algériennes, dans le but de réaliser un projet de vie qu'on estime impossible de mener à bien en fonction des conditions du pays d'origine⁽²⁾. En Algérie, trois routes maritimes sont empruntées par les *harraga* : l'une part des côtes de l'Oranie vers celles de l'Espagne continentale, l'autre – très peu développée – relie les rives de Dellys à l'île de Palma de Majorque, la dernière, dont il sera question ici, a pour destination la Sardaigne à partir des côtes orientales de l'Algérie. En 2007, à son apogée précédant la mise en place de patrouilles par les marines algérienne et italienne, cette route a vu passer au moins 1 500 Algériens d'après le ministère italien de l'Intérieur, une goutte d'eau comparée aux arrivées en Sicile et à Lampedusa⁽³⁾. Une partie importante de ces départs de migrants irréguliers dans la région d'Annaba se fait depuis la plage de Sidi Salem, longue de près de trois kilomètres.

Un espace de contrôle et de relégation

Sidi Salem est devenu par la force des choses, et surtout par l'entremise de la presse algérienne, le lieu par excellence de l'émigration irrégulière des Algérien(ne)s à l'est d'Alger. Si cela se vérifie dans les faits et dans le discours journalistique dominant, il s'agit principalement d'amalgamer la *harg* à ce que l'on nomme les "fléaux sociaux", c'est-à-dire les phénomènes d'émeutes, de délinquance multiple, de consommation de haschich ou de cachets psychotropes... Parfois, les *harraga* sont même comparés

aux kamikazes, comme s'ils étaient la branche civile des troupes terroristes sévissant en Algérie. Ce discours décrivant des jeunes suicidaires, drogués et violents, en somme aliénés, que véhiculent les médias sert surtout la défense de l'ordre établi et de ses représentations légitimes, ainsi qu'un rappel conservateur aux formes traditionnelles de l'autorité. Bien plus rarement, il permet une critique détournée du régime par la reprise des doléances des habitants et l'exposé de leurs revendications. En créant la représentation d'un quartier coupe-gorge rassemblant des fauteurs de troubles, c'est l'image même de la migration dans ce quartier et de ses habitants qui est oblitérée par la morgue des marchands de peur et des sources autorisées. Plus encore, c'est l'histoire des quelque 80 000 personnes qui y vivent qui est passée sous silence.

Rattachée à la *daïra*⁽⁴⁾ d'El Bouni, Sidi Salem est surtout connu pour son bidonville dit de "la SAS". Ce terme désigne les Sections administratives spécialisées créées durant la guerre d'Algérie par l'armée française. Bien qu'elles aient été chargées de missions administratives, sociales et sanitaires, car elles côtoyaient souvent les camps de regroupement, les SAS servaient également le renseignement par l'utilisation d'informateurs ou de la torture. La dénomination "SAS" persiste aujourd'hui encore, à tel point qu'il convient de la normaliser dans le terme "Sasse" tant cet espace n'a plus ni la même fonction, ni la même ampleur que durant la période coloniale. Ce sont environ 5 800 familles qui vivent désormais dans ces habitations précaires où la densité de la population atteint jusqu'à 5 personnes au mètre carré. Le reste du quartier est fait de logements en tours ou en barres, construits progressivement durant les vingt dernières années. La cité n'est reliée à la ville d'Annaba que par un bus, par des navettes de taxis à 30 DA (environ 20 centimes d'euro) ou par une jonction à la voie rapide menant au centre ville par le port. S'il n'a plus ce rôle de contrôle militaire, l'espace formant Sidi Salem est aujourd'hui un lieu de relégation spatiale des marges urbaines algériennes, renvoyées à des stéréotypes symboliques dépréciatifs utilisés pour justifier et expliquer cette marginalisation.

La ruine écologique de Sidi Salem

Pour les habitants de Sidi Salem, composés essentiellement de Berbères chaouis ou de familles arabes des Aurès, le principal problème est celui du logement. À l'exception des premières habitations construites en dur lors de la création de la SAS, ils vivent dans ce qu'ils appellent des "baraques", c'est-à-dire des maisonnettes de fortune en parpaings apparents, dont le toit est fait d'éternit, un composé isolant fabriqué avec de l'amiante jusque dans les années 1990. En 1998, une étude commandée par le ministère de l'Habitat à une société française de consultance en

santé publique concluait : *“les résidents y sont soumis à de néfastes conditions d’hygiène, de promiscuité et d’inconfort qui se répercutent très vraisemblablement sur leur état de santé⁵”*. L’exode rural, lié à la perte de terres irrigables du fait de l’expansion des villes, a achevé de peupler le littoral annabi. Dans les “baragues” comme dans les appartements plus récents, le surpeuplement des habitations aboutit à la cohabitation de trois générations, ce qui favorise l’apparition des conflits au sein des ménages et des familles. Enfin, le manque de logements traduit l’absence de perspectives d’avenir pour les jeunes hommes du quartier forcés de reporter leur souhait de se marier. Face à la plage, sur la gauche de la Sasse, à une centaine de mètres, l’oued Seybouse se jette dans la Méditerranée, et sur l’autre rive de l’oued se trouve l’usine Asmidal. L’Association nationale pour la protection de l’environnement et la lutte contre la pollution (Anpep) affirme que *“plus de 4,5 millions de mètres cubes d’eaux usées infectées par divers produits chimiques, dont des huiles industrielles, sont déversés quotidiennement dans cet oued⁶”*. Un *harrag* explique : *“L’usine Asmidal pollue la plage. La rivière renvoie les arbres, les animaux, les déchets, les pierres lorsqu’il y a des tempêtes. Les bateaux font des dégazages sur nos côtes.”* Mais l’usine n’est pas la seule responsable de la pollution. C’est dans les régions industrialisées à partir de Guelma jusqu’à Annaba, que l’oued traverse, que s’accumulent aussi divers rejets industriels : fabrication de carrelage et de levure, activités métallurgiques et céramiques, notamment. S’ajoutent, également, les rejets urbains domestiques⁷. Les conséquences environnementales ne sont pas négligeables : un habitant d’une cinquantaine d’années remarque que les crevettes, autrefois très abondantes lors des périodes de reproduction, ont aujourd’hui complètement disparu de l’embouchure de l’oued.

Une économie de subsistance

Accusée de pollution, notamment lorsque les vents renvoient les émanations de la production, l’usine chimique d’Asmidal, bien que située à quelques centaines de mètres de Sidi Salem, n’emploie aucun habitant du quartier : *“Du côté d’Asmidal, personne du quartier n’y travaille. Je sens les produits toxiques, je suis devenu asthmatique et je n’y travaille même pas. On n’a pas d’accès [l’“accès” en question renvoie à une connaissance ou une relation bien placée dans l’entreprise] pour y trouver un travail. Les étrangers [il s’agit des “étrangers à la cité de Sidi Salem] qui connaissent un responsable se font embaucher sur-le-champ. Les ouvriers [sont] de Azzaba, et le directeur aussi.”* Plus globalement, le niveau de rémunération, lorsqu’un emploi stable est disponible, est encore trop faible pour subsister dignement. Un ancien *harrag*, qui a trouvé un travail depuis son expulsion d’Italie, explique : *“Je gagne 17 000 DA, et je te jure qu’hier, j’ai dû emprunter 10 000 DA.”*

Je ne peux pas aller au bled [le bled désigne ici la famille élargie ou la petite communauté en zone rurale et/ou montagnaise] *pour emprunter, car ils me connaissent, alors j'emprunte à des amis. On vit en communauté, on s'entraide mutuellement. (...) Par exemple, quand je reçois ma paye, je rembourse mes dettes à l'épicerie pour 12 000 DA.*"

L'alimentation correspond à cette économie domestique qui prévient tout projet d'avenir : haricots, lait fermenté et galettes sont plus abordables que la viande ou les sardines, dont le prix a augmenté avec les difficultés de la petite pêche locale. Comme dans beaucoup de localités où s'est développée la *harga*, l'activité traditionnelle était tournée vers les métiers de la pêche. Or l'absence de zone économique exclusive en Méditerranée, autorisant à tous la pêche jusqu'à 12 milles marins des côtes, augmente la pression sur les ressources halieutiques et favorise les plus grandes embarcations tout en empêchant la pêche artisanale. "*Les grands chalutiers de pêche s'approchent des côtes et cassent les filets des petits pêcheurs. Le lendemain, toute leur pêche a disparu. Les pêcheurs empruntent les filets aux grossistes et leur revendent une partie du poisson, l'autre sert à rembourser l'emprunt. Et si tu veux te plaindre, tu ne peux pas. Le capitaine du chalutier s'entend avec le chef des gardes-côtes. Et tu ne peux rien dire. Si tu le vois, il te paye sur place, sinon, il ne s'est rien passé. C'est à devenir fou*", explique un *harrag*. Dans ce contexte, sans aucune reconnaissance, sans revenu fixe, sans logement, sans possibilité de réaliser leurs projets chez eux, la *harga* est apparue comme une opportunité pour les habitants qui connaissent la mer et les outils de navigation. Le premier départ groupé – plusieurs dizaines d'embarcations – eut lieu le 31 décembre 2006.

Brûler son destin ?

À Sidi Salem, l'économie de l'émigration irrégulière des Algériens n'est pas dominée par des réseaux transnationaux organisés allant recruter des candidats dans les régions intérieures des Hauts Plateaux ou des grandes agglomérations. Elle est surtout artisanale, puisque la plupart des départs sont le fait de petites filières composées d'individus qui se connaissent préalablement et qui se cotisent pour acheter le nécessaire, ou alors il s'agit de filières intermédiaires agissant au niveau local à l'initiative d'un petit groupe de partants. Très rares sont les "filières moyennes" dans lesquelles un pilote réalise des allers-retours entre la Sardaigne et l'Algérie⁽⁸⁾. Parce qu'ils savent naviguer, les *harraga* de Sidi Salem n'hésitent pas à rebrousser chemin en cas de tempête ou de présence de gardes-côtes.

La mythologie des réseaux de passeurs sans scrupules ne s'applique pas aveuglément ici : grâce à la conscience d'une condition commune partagée alimentant une solidarité quotidienne, il est tout à fait possible pour un candidat dont la pauvreté est connue

d'être embarqué gratuitement à quelques minutes du départ s'il reste de la place sur la barque. Par ailleurs, il est vrai que, sous l'effet d'entraînement de la publicité de la *harga*, la demande a fait augmenter les prix jusqu'à plus de 100 000 DA pour les candidats qui n'ont pas accès aux bonnes filières, quand le prix moyen ne dépasse pas 80 000 DA⁽⁹⁾. Contenant une dizaine de personnes, l'embarcation est remplie de jerricanes de carburant et chaque passager prévoit eau et nourriture, souvent du concentré de dattes pour sa valeur énergétique. C'est un GPS marin qui sert à fixer le cap d'un voyage pouvant durer jusqu'à une petite vingtaine d'heures pour traverser les quelque 155 milles marins séparant Annaba de la Sardaigne. Les plus précautionneux s'équipent de rames et de gilets de sauvetage, car une panne mécanique signifie une dérive vers l'inconnu. Nombreux sont ceux qui ont fini entre les mains de la marine tunisienne. Si, dans le cas des mineurs, ils sont renvoyés en Algérie, les *harraga* majeurs peuvent être détenus au secret sans possibilité de contacter leur famille. Le collectif des parents de *harraga* disparus de Annaba a attiré l'attention sur le décès de Riad Hadeif, en 2007, après son interception au large de la Tunisie, alors que les familles restaient sans nouvelles de ceux qui l'accompagnaient. En septembre 2011, c'est une barque à la dérive qui est retrouvée au large de Bejaïa avec à son bord deux corps en décomposition de *harraga* originaires de Skikda et Annaba. Connaissant parfaitement les risques, les émigrés clandestins de Sidi Salem préfèrent "être mangés par les poissons que par les vers", selon l'adage en cours en Algérie. Un habitant n'a-t-il pas déclaré à son frère *harrag* en Europe : "*J'ai perdu les clefs de mon avenir, dans un cimetière en Algérie qui s'appelle Sidi Salem*" ?

Dans ce contexte, sans aucune reconnaissance, sans revenu fixe, sans logement, sans possibilité de réaliser leurs projets chez eux, la *harga* est apparue comme une opportunité pour les habitants qui connaissent la mer et les outils de navigation.

Une culture de l'exil...

Ce qui fonde cet exil actuel des Algériens n'est pas uniquement lié aux conditions d'existence en Algérie. Ou plutôt le désir d'émigrer ne s'explique pas seulement par le sous-développement entendu comme un mal à la fois chronique et incurable. L'Algérie, au moment où est fêté le cinquantenaire de son indépendance, a perdu de son pouvoir d'identification pour une population qui se tourne désormais vers les chaînes satellitaires moyen-orientales et européennes afin de se forger une culture bricolée, dans un contexte d'échec patent de la politique éducative. Ces personnes se

retrouvent donc en “*rupture avec l’unanimité et [les] mythes nationalistes consolidés dans les années développementalistes*”⁽¹⁰⁾.

Avec une historiographie officielle tenant plus de l’hagiographie que de l’investigation des faits historiques, la nation algérienne souffre non pas d’une perte d’identité mais de l’affaiblissement progressif de celle qui a été construite pendant et après la guerre d’indépendance. Les ratés de la politique industrielle et agricole socialiste ont définitivement supplanté les quelques succès diplomatiques et idéologiques du tiers-mondisme. La figure même du *moudjahid* est parfois dépréciée puisqu’elle s’est institutionnalisée sous la forme d’une caste disposant de divers privilèges et à laquelle l’appartenance est devenue héréditaire.

En l’absence d’une culture susceptible de renforcer la cohésion nationale, c’est l’image de la *harga* qui a pris cette place dans l’imaginaire des jeunes générations. Celui qui est réputé pour être le premier *harrag* de Sidi Salem a envoyé des informations et des photos à ses amis restés au pays. La confirmation de la possibilité de l’émigration maritime et d’autres informations pratiques sur la migration en Europe ont donc traversé la Méditerranée et achevé de convaincre les autres personnes tentées par l’aventure : un véritable réseau de communication interactif permet d’informer comme de modeler les imaginaires. Sur les murs se trouvent des graffitis clamant “La Sardaigne, un point c’est tout” ou “Rome, et pas eux” ou “Pas ici” par extension. La musique traite également le sujet : *Partir loin*, le tube de Réda Taliani – dont la traduction du pseudonyme est Réda l’Italien – en duo avec un groupe de rappeurs français est l’un des refrains les plus fredonnés du pays. Le rappeur originaire d’Annaba, Lotfi Double Kanon, évoque également les petites barques, l’attente du *calma*⁽¹¹⁾ et, surtout, la détermination de partir coûte que coûte dans la chanson *Ya lebhar* dont le refrain est une exhortation à la mer pour qu’elle le laisse passer. Dans ce type de chanson, si l’étranger est montré de manière positive, c’est par contraste avec la situation vécue à l’intérieur des frontières algériennes, et non du fait d’une détestation du pays d’origine ; de même, la question des risques n’est pas éludée et, à aucun moment, il n’est question d’un El Dorado aux rues pavées d’or⁽¹²⁾. *El hargha* n’est donc pas une fuite en avant vers une destination hypostasiée, il s’agit plutôt de l’expression d’un rapport spécifique au pays d’origine, rapport produit par des conditions matérielles et culturelles particulières.

...ou une culture de la contestation ?

La *hargha* n’est pas une solution de facilité, ni la première solution qui vienne à l’esprit des candidats à l’émigration. À Sidi Salem, les habitants ont manifesté plus d’une fois pour réclamer des emplois à l’usine Asmidal. En réponse, arrestations et

sermons de la police, parfois dans des termes sans équivoque : *“Tu peux faire ce que tu veux, tu peux aller voler, vendre de la drogue, mais tu ne reviens plus jamais dans cette usine”*, raconte un *harrag* présent ce jour-là, menotté et à genoux dans la cour du commissariat. Par ailleurs, concernant le logement, environ deux ou trois émeutes par an entre 2009 et 2011 ont eu lieu dans le quartier, notamment une émeute de trois jours en juin 2010, après laquelle les manifestants se sont vus accusés d’avoir brûlé un drapeau algérien et brandi un drapeau français – accusation idéologique courante durant la période du parti unique pour discréditer toute contestation. Quant au siège de la *daira*, il a été brûlé en septembre 2011 après la publication d’une liste de familles bénéficiaires d’un logement social dont ils étaient exclus⁽¹³⁾. Ce type de scènes se répète constamment en Algérie et commence à donner naissance à un mouvement citoyen de revendications pacifiques : une des plus importantes a eu lieu dernièrement à Laghouat, dans le sud du pays, après la publication d’une liste de 98 familles sur laquelle se trouvaient 25 noms d’une même famille et 14 autres étrangers au département...

À Sidi Salem, il existe aujourd’hui une association pour défendre les droits des habitants et transmettre leurs demandes aux administrations. Son objectif est de servir d’intermédiaire et de lutter contre les causes sociales de la *harga* : après un premier refus, il lui aura fallu deux ans pour obtenir un agrément officiel. Mais, pour les habitants, c’est le mépris des élites et l’humiliation corrélative des classes populaires qui cristallise les reproches : *“Le maire vient te demander ton vote. Il est élu, il a un bureau, et si tu veux le voir et te plaindre, c’est impossible. Et quand il te reçoit, il te dit que tu n’as aucun droit.”* *El harga* se conjugue donc avec *el hogra*, cette expression populaire qui désigne l’absence de reconnaissance, qui est pourtant le fondement de toute cohésion nationale⁽¹⁴⁾. Objet de la répression du pouvoir, symbole des “fléaux sociaux” selon la presse, Sidi Salem peut aisément faire office de révélateur des errements des politiques publiques algériennes depuis cinq décennies.

S’il existe incontestablement une culture de l’exil, fonctionnant non comme un appel mais comme une dénonciation, elle est avant tout une culture de contestation pour un groupe social marqué par la marginalisation et l’absence de reconnaissance.

De quel exil *el harga* est-il le nom ?

Évoquer la *harga* dans l’Algérie contemporaine revient nécessairement à évoquer l’état de la société algérienne et des politiques menées depuis une dizaine d’années. Puisque Abdelmalek Sayad parlait d’“âges” des migrations algériennes, de quel âge s’agit-il ici ? Durant les années 1990, l’exil de candidats à l’asile politique a surtout

été le fait d'une classe moyenne et supérieure francophone, attachée à une certaine laïcité ou à la modernité occidentale, et qui était menacée par le développement de la violence politique et de l'idéologie islamiste conservatrice. C'est donc par un processus progressif de rupture avec le corps national que l'exil s'est imposé à eux⁽¹⁵⁾. Or, aujourd'hui, la situation est différente. Les catégories typiques dégagées par Marie-Thérèse Têtu se rapprochent plus de la réalité actuelle : les déclassés du passage à l'économie de marché, les femmes en quête de mariage et/ou d'autonomie, les revenus du retour⁽¹⁶⁾ et les jeunes en quête d'avenir⁽¹⁷⁾. Pourtant, les *harraga* de Sidi Salem ont ceci de particulier que leur exil s'intègre de manière très forte à leur milieu, celui des couches populaires urbaines marginalisées, en rupture scolaire et en situation d'emploi précaire. "*Chab* Sidi Salem" ou "*ouled* Sidi Salem", respectivement "le peuple de Sidi Salem" et "les enfants de Sidi Salem", sont les expressions par lesquelles ils s'identifient. Cette conscience partagée, fondée sur une reconnaissance mutuelle, offre une identité alternative à celle de parias que leur assignent les discours dominants. C'est, enfin, cette appartenance qui rend possibles la solidarité, le rassemblement et la mobilisation dans un contexte où *el harga* ne suscite plus autant d'intérêt qu'auparavant, du fait de la loi de 2009 qui la criminalise. C'est aussi pourquoi le commerce illégal de corail a fleuri à partir de 2010 du fait de la passivité des autorités – le kilo de corail vaut de 100 000 DA en mer à 140 000 DA sur terre⁽¹⁸⁾. Cependant, une partie des bénéfices a été réinvestie dans l'émigration irrégulière comme en ont témoigné les nombreux départs de l'été 2011. Ni détermination socio-économique passive, ni simple produit d'une aliénation culturelle, *el harga* dévoile les dessous de l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika occultés par les grands projets d'infrastructures réalisés par des firmes étrangères, les revenus records issus de l'exportation des hydrocarbures et un terrorisme réduit par le discours officiel à un phénomène "résiduel". Dans ce contexte, la problématique de la perte de la force d'identification de la nation algérienne se nourrit de conditions socio-économiques et politiques qui forment et informent des imaginaires de contestation, de refus d'allégeance aux autorités en place et de reconstructions identitaires subalternes.

Dans le cas de Sidi Salem, l'émigration irrégulière des Algériens des classes populaires met donc en lumière une situation bien spécifique : si, avec d'autres catégories sociales, ils peuvent nourrir des envies de liberté et d'autonomie individuelle, ces *harraga* révèlent surtout des aspirations à l'existence et à la reconnaissance aussi bien tournées vers l'étranger, comme moyen de réaliser un projet de vie, que vers l'Algérie dans laquelle leurs attentes sont restées lettre morte, mais ces aspirations peuvent aussi se manifester par la révolte, surtout dans le contexte dit des "Printemps arabes". ■

Notes

1. Littéralement, cette racine renvoie au verbe “brûler” au sens propre (brûler ses papiers) et figuré (brûler un feu rouge ou sa place dans une file d’attente, resquiller). Au singulier, nous parlerons ici de *harrag* et de *harraga* au pluriel.
2. Chadia Arab, Juan David Sempere Souvannavong, “Des rêveurs aux ‘brûleurs de frontières’ : les jeunes *harragas* maghrébins se dirigeant vers l’Espagne”, in *Migrations Société*, vol. 21, n° 25, 2009, pp. 191-206. Voir également, sur le cas du Maroc, Chadia Arab, “Le *harrag*, ou comment les Marocains brûlent les frontières”, in *Hommes & Migrations*, n° 1266, 2007, pp. 82-94 ; et, dans une perspective théorique à partir de l’exemple de Sidi Salem, Salim Chena, “Exil et nation : Saïd, Merleau-Ponty et les *harragas*”, in *Naqd*, n° 26/27, 2009, pp. 219-233.
3. Paolo Cuttita, “The case of the Italian southern sea borders. Cooperation across the Mediterranean ?”, in *Documentos CIDOB – Migraciones*, n° 17, 2008, p. 46.
4. Les *daïra* sont les subdivisions des *wilaya* (départements).
5. Ministère de l’Habitat-CREDES, *Programme de résorption de l’habitat précaire. Étude d’impact sur l’environnement. Rapport final*, avril 1998, référence E-230 vol.1, p. 18.
6. *El Watan*, 6 octobre 2008.
7. *El Watan*, 13 avril 2005 ; 6 décembre 2009.
8. Sur les types de filières, voir Mabrouk Mehdi, “Émigration clandestine en Tunisie : organisations et filières”, in *Naqd*, n° 26-27, 2009, pp. 101-126.
9. 100 000 DA représentent un peu moins de 1 000 euros et 80 000 DA, autour de 700 euros.
10. Aïssa Kadri, “Entre l’émigration économique et l’exil intellectuel”, in *Afkar/Idees*, été 2004, p. 38.
11. L’expression “*calma*” désigne la mer peu agitée, moment attendu par les *harraga* qui surfent sur les sites météorologiques étrangers par crainte de bulletins officiels alarmistes cherchant à les dissuader de partir.
12. Farida Souiah, “Imaginaire migratoire et musique populaire : *el harg*a et le raï”, Centre d’études diocésain, Alger, 16 juin 2011.
13. Le chroniqueur Chawki Amari expliquait, en exagérant à peine, le problème de la répartition du logement social comme suit : “*Sur un quota initial de 100 logements, par exemple, le wali [préfet] en prend 10 pour lui, son chauffeur 3 et la maîtresse du premier 2. Le chef de daïra en veut 5 pour son cousin et un ami qui a des problèmes avec sa femme. Arrive la présidence qui en veut 10 pour raison d’État, puis le DRS qui en réquisitionne 20, les neveux de moudjahidines, 10. Le général de région, même s’il a déjà 3 appartements et a fait construire sa villa gratuitement par les djounoud [soldats], en veut aussi pour lui et ses amis. Disons 5. Ensuite les mafieux, bien installés dans l’État, en récupèrent 25 pour les revendre aussitôt au prix du marché. Au final, il reste 10 logements, sur les 100 à l’origine, pour des milliers de demandeurs. Maintenant, battez-vous. La boucle est bouclée. L’État génère de la violence et y répond avec violence*” (*El Watan*, 28 juin 2011).
14. Pour les habitants de Sidi Salem, la *hogra* les poursuit jusque dans la tombe : “*Il y a trois grands problèmes. Premièrement, le travail. Deuxièmement, le logement. Et troisièmement, demain, si je meurs, il n’y a pas de place pour m’enterrer. Le cimetière, il n’y en a pas. Il est plein. Les tombes sont superposées en deux, trois ou quatre étages, il n’y a même pas où m’enterrer. Un, il n’y a pas de travail. Deux, il n’y a pas de logement. Trois, il n’y a pas de cimetière. Et moi j’encaisse, encore et encore*”, résume un autre *harrag*. Sur cette question, voir *Liberté*, 9 août 2009.
15. Myriam Hachimi Alaoui, *Les Chemins de l’exil. Les Algériens exilés en France et au Canada depuis les années 1990*, Paris, L’Harmattan, 2007 ; Karim Khaled, “Ruptures et exils forcés des élites intellectuelles algériennes : cas des enseignants-chercheurs installés en France”, in Mohamed Ghalamallah (dir.), *L’Université algérienne et sa gouvernance*, Alger, CREAD, 2011, p. 57-100.
16. Elle intègre dans cette catégorie les personnes qui ont longtemps vécu en France, sont revenues en Algérie avec des projets et des espoirs, mais qui, les premières retrouvailles passées, cherchent à repartir.
17. Marie-Thérèse Tétu-Delage, *Clandestins au pays des papiers. Expériences et parcours de sans-papiers algériens*, Paris, La Découverte, 2009, pp. 43-70.
18. Ce commerce a donné lieu à un échange de coups de feu entre les gardes-côtes et une embarcation soupçonnée de trafic de corail a fui vers la Tunisie. 100 000 DA représentent un peu moins de 1 000 euros et 140 000 DA, environ 1 200 euros.